

<http://pierre-alainmillet.fr/Les-elus-communistes-mobilises>



Les élus communistes mobilisés pour une métropole des communes et des citoyens

- Agglomération -



Date de mise en ligne : mardi 21 septembre 2021

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

La majorité métropolitaine a organisé une conférence de presse ce mardi 21 septembre. L'ensemble des présidents de groupe de la majorité se sont exprimés et ont répondu à de nombreuses questions des journalistes, principalement sur la "fronde" des maires de droite, et un peu sur la ZFE... Le bilan présenté était pourtant riche et divers,...

Voici mon introduction pour le groupe communiste et républicain

Malgré une période exceptionnelle, les habitants peuvent voir de premiers résultats de l'action sociale de la nôtre : réhabiliter une nouvelle majorité, tarifs solidaires du SYTRAL avec 130 000 bénéficiaires de gratuité ou de l'abonnement à 10 Euros, 9000 personnes à Vénissieux, le revenu de solidarité pour 2000 jeunes, mais aussi des plans stratégiques comme le passage en régie de l'eau, le doublement des investissements SYTRAL, le plan nature, le plan agriculture...

Permettez-moi de citer deux actions de notre vice-présidente Michèle Picard, la collecte solidaire de protections hygiéniques contre la précarité menstruelle, et plus récemment, la campagne d'affichage contre les violences LGBTPHOBE.

Certes, le vécu des habitants reste marqué par la crise sanitaire, économique et sociale, et l'abstention confirme la profondeur de la fracture politique. Ne nous faisons pas d'illusion, nous en faisons partie. Le pire est toujours possible.

Les communistes alertent depuis longtemps sur les inégalités grandissantes qui rongent la vie sociale, l'individualisme qui détruit les solidarités, le marché qui nous met tous en concurrence, les trafics et les incivilités qui défont la tranquillité publique, et une république qui semble incapable de faire respecter nos droits. La crise sanitaire a aggravé toutes ces tensions.

C'est pourquoi le premier défi à relever porte sur les questions sociales. Nous avons créé des postes dans le budget 2021 mais nous mesurons encore mal l'ampleur du manque historique de travailleurs sociaux.

De même, le schéma directeur des collèges confirme l'ampleur du déficit d'investissements des mandats précédents, avec une situation explosive de milliers de places de collèges manquantes en 2025. Cela conduit à un plan de 300 MEuros pour cinq nouveaux collèges et 16 réhabilitations dans le mandat.

Nous avançons aussi sur le rééquilibrage de l'action métropolitaine dans toutes les communes. Les investissements métropolitains faisaient l'objet de négociations bien peu transparentes sous les mandats précédents, à des projets en PPI jamais engagés, à un total manque de transparence sur l'équité territoriale. Dans le budget 2021, nous mettons en place des règles transparentes pour les dépenses de proximité, et nous travaillons aussi sur la dotation de solidarité communautaire pour retrouver une équité entre communes.

Il reste beaucoup à faire notamment sur la santé, qui n'est pas une compétence métropolitaine, mais un enjeu de beaucoup de nos politiques. Suite à la crise sanitaire, les élus communistes souhaitent une mission d'information et d'évaluation du système de santé dans la métropole, l'occasion d'entendre tous les acteurs, notamment les soignants et personnels.

Il faut prendre à bras le corps les incivilités et les trafics qui détruisent les solidarités et la vie sociale dans de trop nombreux quartiers, et pas que dans la première couronne. Ce n'est pas une compétence métropolitaine, mais on ne peut réussir de participation citoyenne quand la relation entre citoyens est surdéterminée par la sécurité.

Sur tous ces défis, il faut plus sur la participation citoyenne. Cela s'engage sur la ZFE qui doit éviter toute rupture citoyenne résultante de contraintes socialement très inégales. La ZFE ne doit pas être un facteur de fracture sociale et urbaine.

Enfin, un exemple symbolique de la conception de la métropole avec le pacte de cohérence métropolitain. Il inclue notre proposition intégrant l'avis d'une commune concernée dans une délibération. Ce principe qui traduit la reconnaissance de la commune par la métropole avait été proposé en 2015 par le groupe communiste et refusé par tous les groupes de l'actuelle opposition !

Pour conclure, permettez-moi de vous redire que nous défendons une métropole des communes et des citoyens, c'est notre slogan de campagne, et nous ne laisserons pas galvauder ce terme par ceux qui ont fait la métropole des inégalités et des notables.